Déclaration liminaire CSAL
du 03 Novembre 2026
(Report du 13/10/2026)

Monsieur Le Directeur,

Alors que la gronde se fait entendre dans tout le pays, que les mobilisations se multiplient et s'amplifient, le projet de loi de finances 2027 prévoit encore et toujours de faire payer les salarié·es, les retraité·es, les malades, plutôt que les entreprises et les ultras-riches (211 milliards d'aides aux entreprises, 60 milliards d'euros versés aux actionnaires du CAC40 sur le premier semestre 2026, etc).

Les choix du gouvernement vont encore peser sur nos vies et nos droits : se soigner correctement, vivre dignement de son salaire ou de sa pension, compter sur des services publics accessibles sur tout le territoire… ce sont des droits essentiels à garantir, pas des économies à réaliser !

La situation actuelle est le résultat d'une politique au profit de la finance, du capital donc des ultra-riches tout en voulant en faire porter la responsabilité aux dépenses sociales.
En tant qu'agent·es publics, notre pouvoir d'achat s'effondre du fait notamment du gel pluriannuel de la valeur du point d'indice (base de calcul de nos salaires), de l'arrêt du versement de la GIPA ou encore de l'instauration du jour de carence et de la baisse de 10% de la rémunération versée aux agent·es qui sont en congé maladie ordinaire…
À la DGFIP, le NRP2 c'est l'abandon de nouveaux territoires, qui se cumule avec l'annonce de 176 nouvelles suppressions d'emplois injustifiables ! Là encore, le choix du gouvernement est de continuer d'éloigner les usagers des services publics et les agents de leur lieu de travail, accentuant de fait une fracture sociale déjà très profonde. À l'annonce du NRP2, dans certains territoires les agents se sont déjà fortement mobilisés.

C'est dans ce contexte que la CGT Finances Publiques avec l'intersyndicale appelle à continuer l'action et à être massivement en grève et dans la rue le 5 novembre 2026 pour une grande marche pour plus de justice fiscale, sociale et environnementale.

NOS EXIGENCES SONT CLAIRES :

1 Augmenter immédiatement le point d'indice d'au moins 10 %, l'indexer sur l'inflation et obtenir la refonte des grilles.
2 Rétablir la GIPA, supprimer le jour de carence et revenir à 100 % de rémunération en congé maladie ordinaire.
3 Gagner l'égalité salariale entre les femmes et les hommes et revaloriser les métiers à prédominance féminine.
4 Arrêter les suppressions d'emplois, recruter et titulariser à hauteur des besoins.
5 Donner aux services les moyens de bien travailler : prévenir la souffrance au travail, réduire les surcharges et adapter les bâtiments au dérèglement climatique.

Au niveau local, vous obligez les agents B et C à participer à une convention le 11 décembre. Sachez que de nombreux agents ne comprennent pas qu'en ces temps de rigueur budgétaire que de l'argent public soit dépensé pour une opération de communication. Les agents veulent plus de moyens humains et des applications qui fonctionnent. De plus, faire déplacer autant d'agents pour une demi-journée est contraire à une démarche écoresponsable.